



**Mardi 12 mai  
2020**

**Pour nous suivre :**

**Site internet :**  
[lutte-ouvriere.org](http://lutte-ouvriere.org)

**Facebook :**  
[Lutte ouvrière  
Chaumont](#)

**Contact :**

**Sylvain Demay**  
(conseiller municipal)

**tel :** 06 64 65 27 44

**mail :**  
[sylvaindemay@  
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

**Facebook :**  
[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre d'in-  
formation est  
confectionnée et  
imprimée par des  
moyens militants.*

*N'hésitez pas à la  
soutenir financière-  
ment.*

*imp.spé.LO*

## Se méfier du gouvernement et du grand patronat comme du covid-19 !

La réouverture des écoles élémentaires et maternelles est prévue dans tout le pays pour le 12 ou le 14 mai, pour les élèves. Ce sera aussi le cas en Haute-Marne, même si le département se trouve dans une zone dite rouge, c'est-à-dire à risque sur la carte établie par le gouvernement. Car bizarrement, si ce classement a une incidence sur l'ouverture dans les collèges et les parcs, il n'en a pas sur l'ouverture des écoles. Or comment croire que des enfants de 3 à 10 ans, qui ont besoin de toucher pour découvrir, de se déplacer, de s'exprimer... pourront respecter un marquage au sol, une « distanciation sociale » ou encore effectuer des gestes barrière, sans compter que les récréations seront limitées et les jeux en extérieur condamnés.

Les autorités sont entièrement mobilisées pour imposer la réouverture, remettant en route les transports et la restauration scolaires de manière à faciliter le retour des enfants dans les classes. À Saint-Dizier, la maire est même fière de dire que la réouverture pourra avoir lieu dès le 14 mai. À Langres, la reprise est annoncée de manière plus progressive et il n'y a guère qu'à Chaumont et dans quelques communautés de communes du département, que la date de réouverture a été retardée au 18 mai.

Le gouvernement et les autorités se contentent de dire que la situation est sous contrôle. Pourtant depuis le début de

la crise sanitaire, il navigue à vue donnant ordres contre-ordre. Ils ont menti sur les masques dont ils ont dit qu'ils n'étaient pas nécessaires et ont poussé à la reprise de la production le plus tôt possible. Tout indique que leur gestion est entièrement dirigée vers la sauvegarde des profits.

Concernant la crise économique à venir, alors que des centaines de milliers de travailleurs ont déjà perdu leur emploi à travers le pays, le gouvernement et les autorités locales multiplient les cadeaux et subventions aux possédants.



Alors nous ne pouvons pas leur faire confiance. Gérer la crise, pour eux, c'est faire le minimum pour qu'on ne se révolte pas, et mentir sur le reste. Ils comptent sur

notre difficulté à gérer le quotidien pour qu'on n'aille pas mettre notre nez dans les affaires de la grande bourgeoisie défendues par les gouvernants.

Nous n'avons pas les moyens de savoir comment nous aurions géré une telle crise sanitaire. Mais les multiples initiatives, souvent bénévoles, le dévouement et l'esprit collectif dont ont fait preuve bien des travailleurs montrent que la société se porterait bien mieux si l'intérêt collectif passait avant les intérêts privés des capitalistes.

L'écrasante majorité de la population a intérêt à ce que nous, les travailleurs, prenions la direction de la société.

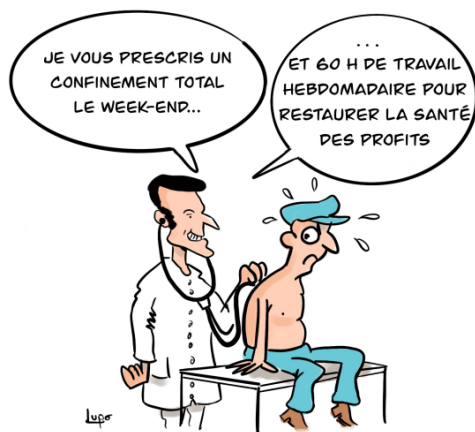
## Gestion des masques : un cynisme à peine masqué

Alors qu'on annonce un déconfinement et l'arrivée de millions de masques en grandes surfaces, et l'obligation de les porter dans les transports en commun, les professionnels de santé rappellent que la pénurie est toujours la règle pour eux. Récemment, ce sont les orthophonistes de Haute-Marne qui ont alerté sur la difficulté de s'en pro-

curer. Quant aux pharmaciens, ils ne comprennent pas que la pénurie et le rationnement soit toujours la règle quand des stocks apparaissent pour les grandes surfaces et pour les employeurs privés, vendus à un prix maximum qui est au moins le triple de celui d'avant la crise.

Après avoir détruit un stock stratégique considérable, menti-

sur l'efficacité des masques, entretenu la confusion, l'État permet maintenant que des « profiteurs de guerre » apparaissent. Le masque de leur incompétence ne cache pas efficacement leur cynisme et leur dévouement aux capitalistes prêts à profiter de tout.



### Blanchisserie de l'Hôpital de Chaumont : un dévouement à moyens constants

La blanchisserie de l'Hôpital de Chaumont fonctionne à plein régime depuis le début de la crise. Si des activités ont été arrêtées au profit de services spécialisés dans le Covid, la mise en place d'un traitement spécial du linge « covid » a augmenté la charge de travail.

Une charge de travail qui a été absorbée par le dévouement des personnels, et lui seul, dans la me-

sure où aucun renfort n'a été prévu. Même dans ces conditions, l'État n'a donc pas débloqué les moyens nécessaires pour le faire. « Ils ont tenu » a martelé Edouard Philippe, lors de sa présentation du déconfinement à l'Assemblée nationale, en parlant des soignants et des personnels des hôpitaux.

C'est vrai, mais malgré le gouvernement.

## Nombre de lits de réanimation en Haute-Marne : en rouge... de colère !

Le département de la Haute-Marne compte encore 11 personnes en réanimation au 8 mai. Avant la crise, il n'y avait que 8 lits de réa-

nimation à Saint-Dizier. Depuis, 8 ont été ouverts à Chaumont et 6 à Langres. Le classement du gouvernement se base sur les capacités d'avant la crise. Pour la tension en réanimation, la Haute-Marne est donc au-delà de sa capacité, ce qui explique son classement en rouge.

Ce choix statistique de se baser sur les capacités d'avant la crise est révélateur d'un choix politique : celui de ne pas pérenniser les moyens

en réanimation mis en place pendant la crise. L'État et son émanation locale, l'ARS, ont donc décidé qu'il fallait revenir à la situation antérieure, celle qui, justement, ne suffisait pas.

Pour obliger l'État à consacrer de l'argent à notre santé, pour l'obliger à maintenir en permanence des structures de précaution, il faudra montrer collectivement notre colère.

### Incurie comblée par la population

À Langres et Chalindrey, une quinzaine de personnes, toutes couturières, se sont constituées en réseau pour confectionner d'abord des masques puis des blouses, qui ont été offertes au centre Hospitalier de Langres.

Encore un exemple du fait que pendant que l'État consacre des moyens gigantesques à subventionner le patronat, les initiatives se multiplient et pallient, en partie, les manques.



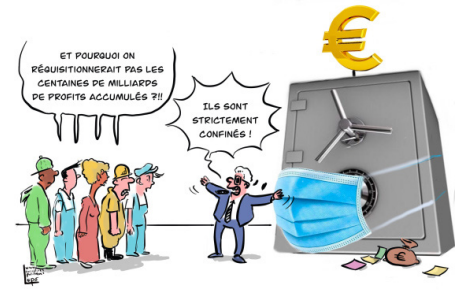
## Restos du cœur : État du fric

Dans cette période d'épidémie, en Haute-Marne l'essentiel de l'aide aux plus démunis a été assuré par l'association des restos du cœur. Il a fallu qu'ils s'adaptent et ont fait appel à des bénévoles notamment parmi ceux des travailleurs qui se trouvaient en chômage partiel. Autrement dit, encore en cette période, l'essentiel du soutien aux plus pauvres a été assuré

grâce aux initiatives de la population elle-même.

Au moment où on nous annonce déjà « un tsunami de licenciements », l'État a consacré plus d'une centaine de milliards à subventionner les plus grandes entreprises.

En somme : des milliards pour les plus riches, et des soupes populaires pour les plus pauvres !



## Mairie et aggro de Chaumont : vol de congés

Comme dans d'autres communes, la maire de Chaumont veut se servir d'une ordonnance Macron pour lutter contre le coronavirus qui permet de mettre les fonctionnaires en congés forcés.

Alors que des milliards sont mobilisés pour aider le grand patronat,

c'est aux travailleurs qu'on demande de faire des sacrifices, ici en leur volant jusqu'à 10 jours de congés.

Les travailleurs de la mairie ne sont en rien responsables de l'impréparation générale qui a conduit à la politique du confinement. S'en prendre à eux, au-delà de leur faire

les poches, est une manière de faire croire que les travailleurs confinés seraient privilégiés. C'est une manœuvre politicienne pour nous diviser pendant qu'on nous fait les poches pour financer les capitalistes.

## Financement : il a fallu faire un choix



## Police : la répression à tout prix

Fin avril, un maire du village de Luzy-sur-Marne, en Haute-Marne, a failli être verbalisé par les gendarmes parce qu'il venait demander des explications à propos d'un amende mise à cinq responsables associatifs, venus à sa demande constater des dégâts sur un stade. La gendarme qui a verbalisé a même indiqué au

maire : « n'approchez pas sinon je vous verbalise comme les autres ».

Si les gendarmes sont capables comme on le voit dans cet exemple, de s'adresser à un élu de cette manière, on imagine sans peine ce que cela peut donner dans les quartiers populaires, vis-à-vis du reste de la population.

## Centre d'enfouissement de Bure : quand l'État se donne les moyens...

Les opposants au site d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure dénoncent l'acharnement de l'État contre certains militants. C'est en effet une cellule spéciale de la gendarmerie, avec écusson et budget qui a été mobilisée contre eux. Dotée de 772 000 euros par an et de personnels à temps plein, cette cellule fiche consciencieusement tous

ceux qui expriment une opposition à ce projet, allant jusqu'à relever les informations téléphoniques des simples soutiens s'étant déplacés au tribunal, ou les conversations d'accusés avec leurs avocats, hors de toute disposition légale.

Un projet défendu avec de telles méthodes ne peut attirer sur lui qu'une méfiance justifiée.

Quant aux moyens employés, les soignants seront heureux d'apprendre que pendant qu'ils se battent avec des moyens dérisoires contre une pandémie, l'État français est capable de trouver des enveloppes exceptionnelles pour faire taire quelques militants écologistes.

# Premier mai : prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

En juillet 1889, l'Internationale ouvrière, la deuxième internationale, décidait à l'occasion de sa fondation, de lancer le mot d'ordre d'une journée de grève et de manifestation pour tous les prolétaires du monde le 1er mai 1890, pour une revendication commune, la journée de huit heures.

À travers cet appel à la lutte commune de tous les travailleurs du monde, l'Internationale voulait enraciner leur conscience d'appartenir à une seule et même classe ouvrière, au-delà des divisions nationales, de langue et de culture. Le drapeau rouge en était un symbole : un drapeau commun aux ouvriers, contre les drapeaux nationaux des États de la bourgeoisie capitaliste.

Répondre à un tel mot d'ordre pouvait signifier affronter la répression patronale, avec le risque de licenciement immédiat en cas de grève, et la répression d'États prêts à envoyer la police et l'armée pour s'opposer à la manifestation de la puissance et de l'unité du camp du prolétariat mondial. La date du 1er mai inquiéta longtemps la bourgeoisie. À la veille du 1er mai 1906, on se barricada dans les quartiers huppés de Paris, et tous les dirigeants de la CGT furent jetés en prison. Il y eut bien souvent aussi à affronter des fusillades.

Ces idées sont à l'origine même du mouvement ouvrier. Déjà, le Manifeste du parti communiste écrit en 1847 par Karl Marx et Friedrich Engels affirmait en conclusion : «*Prolétaires de tous les pays unissez-vous*». La première internationale, l'Association internationale des travailleurs, créée en 1864, en fit sa

devise. Par sa création même, elle affirmait l'unité du combat de tous les travailleurs du monde.

Cette conscience internationaliste est un passage obligé pour l'émancipation des travailleurs. Voilà ce qu'écrivait Friedrich Engels le 1er mai 1890 : «*Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée sous un seul drapeau et pour un même but immédiat. [...] Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis.*»

Le caractère révolutionnaire du Premier mai a conduit Pétain, en 1941, à imiter Hitler en en faisant un jour férié chômé. La grève n'était plus possible. Au lieu des revendications ouvrières, il fallait désormais parler de Fête du Travail ; à la place de l'églantine rouge, le muguet royaliste a été imposé. L'intervention de Macron cette année, tout sourire et parlant d'une fête, s'inscrit dans la logique de cette usurpation.

Partout dans le monde, pourtant, aujourd'hui encore et malgré le confinement, nombreux sont les travailleuses et travailleurs qui ont cherché à se faire entendre. Ce sont eux qui représentent l'avenir !



## 8 mai : ce que les autorités ne commémorent pas

Dans chaque ville de Haute-Marne, comme dans tout le pays, les autorités ont commémoré la défaite de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945, et la liberté retrouvée face à l'occupant. Il est vrai que le régime nazi a incarné la violence et la barbarie.

Mais ce qui n'est jamais souligné dans ces commémorations, c'est que la deuxième guerre mondiale, tout comme la première d'ailleurs, était avant tout une guerre pour le repartage du monde et surtout des colonies, détenues à l'époque, presque entièrement, par l'Angleterre et la France.

Il est même symbolique que le 8 mai 1945, donc le même jour, à Sétif en Algérie, la police et l'armée françaises massacraient des milliers d'Algériens qui réclamaient l'indépendance.

Le 8 mai 1945, la guerre mondiale a effectivement pris fin, mais il n'y a pas eu plus de liberté pour les peuples opprimés par l'impérialisme français, en Indochine, en Algérie et dans le reste de l'Afrique. Et le capitalisme, qui a engendré cette barbarie, est toujours en place.

### Ne ratez pas un exemplaire !

*(coupon à renvoyer ou à donner à un militant de Lutte ouvrière)*

**Je souhaite recevoir ..... exemplaires à mon adresse postale.**

**Nom :**

**Prénom :**

**n° téléphone :**

**adresse mail :**

**Facebook :**

**adresse postale : numéro :**

**rue :**

**code postal :**

**commune :**